

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances et par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 18 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi :

- 1° majorant la base de calcul de certaines pensions de réparation;
- 2° supprimant les réductions administratives prévues dans certains cas de revision pour aggravation de l'invalidité;
- 3° majorant les pensions des veuves et des orphelins de guerre et des personnes qui leur sont assimilées;
- 4° majorant certaines rentes de chevrons de front;
- 5° créant une rente viagère en faveur des prisonniers politiques de la guerre 1914-1918;
- 6° créant une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains anciens militaires", a donné le 26 mars 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e maart 1964 door de Minister van Financiën en door de Minister, Adjunct voor Financiën verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet :

- 1° tot verhoging van de basis van berekening van sommige vergoedingspensioenen;
- 2° tot afschaffing van de administratieve verminderingen die in bepaalde gevallen van herziening wegens verergering van de invaliditeit voorzien zijn;
- 3° tot verhoging van de pensioenen van de oorlogsweduwen en -wezen en de met hen gelijkgestelden;
- 4° tot verhoging van sommige frontstrepentrenten;
- 5° tot instelling van een lijfrente ten voordele van de politieke gevangenen van de oorlog 1914-1918;
- 6° tot instelling van een als pensioen geldende tegemoetkoming ten voordele van sommige gewezen militairen", heeft de 26e maart 1964 het volgend advies gegeven :

Le nouvel article 37 introduit par l'article 2 du projet dans les lois coordonnées sur les pensions de réparation se réfère aux conditions fixées par l'article 1er de ces lois pour définir les dommages physiques pouvant faire l'objet d'une procédure en revision. Toutefois, cet article 1er prévoit, notamment, que le dommage doit avoir été subi entre le 9 mai 1940 et le 26 août 1947, alors qu'il résulte de l'exposé des motifs que l'intention du Gouvernement n'est pas de limiter aux seuls dommages subis entre ces deux dates l'application de la procédure en revision pour aggravation; peuvent également faire usage de cette procédure, les invalides de la mobilisation et du temps de paix, ainsi que les démineurs accidentés après le 25 août 1947 et les volontaires de Corée. Le texte ci-après traduirait mieux ces intentions :

"Toute personne dont les dommages physiques ont été reconnus par les commissions compétentes comme tombant sous l'application de la présente loi peut ... (la suite comme au projet) ...".

Article 6.

Cet article apporte une modification à un texte qui n'existe encore qu'à l'état de projet. Il s'agit du projet de loi qui a fait l'objet du document du Sénat n° 263 (session 1962-1963) et qui après avoir été adopté par le Sénat, est actuellement soumis à l'examen de la Chambre des Représentants (Document Chambre, n° 631).

.../...

Le texte sous examen ne peut donc prévoir dès à présent une modification à cette disposition future. Le Gouvernement pourrait réaliser ses intentions en se bornant à supprimer la phrase liminaire de l'article 6 du projet actuel ainsi que la mention "article 1er".

Article 11.

Il résulte des explications fournies par le délégué du Gouvernement que le "grade militaire" dont il est question au § 3, alinéa 2, est en réalité un grade à l'armée et non le grade que l'intéressé possédait soit dans les rangs de la résistance armée, soit comme agent de renseignement et d'action.

Le projet appelle les modifications de forme suivantes :

INTITULE.

L'intitulé pourrait être rédigé plus succinctement comme suit :

"Projet de loi modifiant le régime de certaines pensions et celui des rentes de chevrons de front, créant une rente viagère en faveur des prisonniers politiques de la guerre 1914-1918 et créant une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains anciens militaires".

CHAPITRE Ier.

L'intitulé de ce chapitre pourrait être rédigé comme suit :

"Modifications aux lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948".

Article 1er.

- a) Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Dans l'article 10 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, modifié par la loi du 26 juillet 1952, il est inséré un § 1 bis, rédigé comme suit :

" § 1 bis ... ".

- b) A la première phrase de l'alinéa 1er, il y aurait lieu d'omettre les mots "du présent article".
- c) A la fin de cet alinéa, il paraît plus clair d'écrire :
"... des articles 1er et 57 des présentes lois coordonnées ou de l'arrêté royal n° 1 du 26 juin 1951 ... ".

Article 2.

- a) Il est proposé de rédiger le liminaire comme suit :

"Article 2.-

L'article 37 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. ... ".

- b) Un article, à insérer à la fin du chapitre, indiquerait que l'article 2 n'entrera en vigueur que le 1er janvier 1965.

Article 3.

a) Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

L'article 38 et l'article 39, modifié par la loi du 26 juillet 1952, des mêmes lois coordonnées sont abrogés".

b) Un article , à insérer à la fin du chapitre, serait relatif à la mise en vigueur.

Article 4.

a) Au § 1er, les mots "du § 4 de l'article 39 abrogé par l'article 3 de la présente loi" pourraient être remplacés par "de l'article 39, § 4", sans indication de l'abrogation.

b) Au § 2, la dernière phrase devrait être rédigée comme suit :

"au premier jour du mois au cours duquel elles ont été introduites conformément au § 1er, dans les autres cas".

c) Au § 3, alinéa 2, les mots "au § 4 de l'article 45 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948" devraient être remplacés par les mots "à l'article 45, § 4, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948".

d) Au § 3, alinéa 3, les mots "du présent article" devraient être omis.

Article 5.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

A l'article 45 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 26 juillet 1952 et du 11 juillet 1960, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, d, est remplacé par la disposition suivante :
... (comme au texte du Gouvernement) ...

2° le § 6, 2°, est remplacé par la disposition suivante :
... (comme au texte du Gouvernement, sauf, à la fin, remplacer "le § 3 de l'article 37" par les mots "l'article 37, § 3")....".

Article nouveau.

Il y a lieu d'insérer à la fin du chapitre premier un nouvel article relatif à la mise en vigueur des articles 2, 3 et 5 du projet.

"Article ...

Les articles 2, 3 et 5 entrent en vigueur le 1er janvier 1965".

+

+ +

CHAPITRE II.Article 8.

A l'alinéa 2, la référence à "l'alinéa précédent" devrait être remplacée par une référence à "l'alinéa 1er".

Article 9.

- a) Au § 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "et qui ont obtenu ...".
- b) A l'alinéa 2, la référence à l'article 40 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 peut être omise, puisque le texte de cette disposition est repris dans le projet.

Le début de cet alinéa devrait donc être rédigé comme suit :

"Sont considérés comme ayant concouru à la défense du pays, ceux d'entre eux qui ont accompli un des actes patriotiques énumérés ci-après : ...".

Article 10.

- a) La fin du § 1er devrait être rédigée comme suit :
"soit de la décision accordant l'indemnité visée à l'article 9, § 1er, soit des documents visés à l'article 9, § 3".
- b) A la dernière phrase du § 2, il y aurait lieu d'écrire "le premier jour du mois".

Article 11.

- a) Au § 3, il y a lieu de compléter l'alinéa 1er par l'indication de l'intitulé de la loi du 2 août 1955 et d'écrire "loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie".
- b) Au § 6, il y a lieu d'écrire in fine "au § 1er, 3°".

Article 12.

Cet article n'est nécessaire que si le Gouvernement n'entend pas faire usage de la faculté que lui donne la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois. S'il était maintenu, il devrait se trouver sous un "Chapitre IV. Disposition finale".

In het nieuwe artikel 37, dat door artikel 2 van het ontwerp in de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen wordt ingevoegd, is de lichamelijke schade welke voor een herzieningsprocedure in aanmerking komt, bepaald onder verwijzing naar de voorwaarden die in artikel 1 van die gecoördineerde wetten zijn gesteld. Dat artikel 1 zegt onder meer, dat de schade tussen 9 mei 1940 en 26 augustus 1947 moet geleden zijn. Blijkens de memorie van toelichting nu wenst de Regering niet dat de procedure tot herziening wegens verergering alleen voor tussen die data geleden schade toepassing vindt ; die procedure staat ook open voor invaliden uit mobilisatie- en oorlogstijd, voor ontmijners wie na 25 augustus 1947 een ongeval is overkomen en voor de vrijwilligers van Korea. De volgende tekst zou het oogmerk van de Regering dan ook beter verwoorden :

"Eenieder voor wie door de bevoegde commissies is bevonden, dat zijn lichamelijke schade onder deze wet valt, kan ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 6.

Dat artikel wijzigt een tekst die nog in wording is, met name een door de Senaat goedgekeurd wetsontwerp (Senaat, zitting 1962-1963, gedr. st. 263) dat thans door de Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt onderzocht (Gedr.st . Kamer, nr 631).

.../...

De hier besproken tekst kan thans dus geen wijziging brengen in een nog vast te stellen bepaling. De Regering kan er ter bereiking van haar oogmerk mee volstaan, de inleidende volzin van artikel 6 van het tegenwoordige ontwerp alsook de vermelding "artikel 1" te schrappen.

Artikel 11.

Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, wordt onder § 3, tweede lid, met "militaire graad" een graad bij het leger bedoeld en niet de graad die de belanghebbende hetzij in de verzetsbeweging, hetzij als inlichtings- en actieagent bezat.

Bovendien zijn in het ontwerp de volgende vormwijzigingen aan te brengen :

OPSCHRIFT.

Een bondiger lezing voor het opschrift ware :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de regeling voor sommige pensioenen en van de regeling voor de frontstreeprenten, tot instelling van een lijfrente voor politieke gevangenen van de oorlog 1914-1918 en tot instelling van een als pensioen geldende tegemoetkoming voor sommige gewezen militairen".

.../...

HOOFDSTUK I.

Het opschrift van dat hoofdstuk leze men als volgt :
"Wijzigingen in de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten
op de vergoedingspensioenen".

Artikel 1.

a) De inleidende volzin van dat artikel leze men zó :

"Artikel 1.-

In artikel 10 van de op 5 oktober 1948 gecoördi-
neerde wetten op de vergoedingspensioenen, gewijzigd
bij de wet van 26 juli 1952, wordt een § 1bis inge-
voegd, als volgt :

"§ 1bis. ...".

b) In de eerste volzin van het eerste lid schrappe men
de woorden "van dit artikel" en schrijve men
"De in § 1 ...".

c) Duidelijker ware, aan het slot van dat lid :
"... van de artikelen 1 en 57 van deze gecoördineerde
wetten of van het koninklijk besluit nr 1 van 26
juni 1951 ...".

.../...

Artikel 2.

- a) Voorgesteld wordt, de inleidende volzin als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Artikel 37 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37.- ...".

- b) In een artikel aan het slot van het hoofdstuk ware te bepalen, dat artikel 2 eerst op 1 januari 1965 in werking treedt.

Artikel 3.

- a) De volgende lezing wordt in overweging gegeven ;

"Artikel 3.-

Artikel 38 en artikel 39, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1952, van dezelfde gecoördineerde wetten zijn opgeheven".

- b) Aan het slot van het hoofdstuk ware een artikel over de inwerkingtreding in te voegen.

Artikel 4.

- a) In § 1, vervange men "§ 4 van artikel 39 afgeschaft door artikel 3 van deze wet" door de woorden "artikel 39, § 4" en spreke men dus niet van opheffing.

.../...

b) In § 2, leze men de laatste volzin zo :

"In de andere gevallen, de eerste dag van de maand tijdens welke ze overeenkomstig § 1 zijn ingediend".

c) In § 3, tweede lid, vervange men de woorden "voorzien in § 4 van artikel 45 van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 5 oktober 1948" door "bedoeld in artikel 45, § 4, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen".

d) In § 3, derde lid, kunnen de woorden "van dit artikel" vervallen.

Artikel 5.

Dat artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

In artikel 45 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 26 juli 1952 en 11 juli 1960, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 3, d, wordt door de volgende bepaling vervangen :
... (zoals in de tekst van de Regering) ... ;
- 2° § 6, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :
... (zoals in de tekst van de Regering, met dien verstande dat in fine de woorden "§ 3 van artikel 37" worden vervangen door : "artikel 37, § 3") ...".

.../...

Nieuw artikel.

Aan het slot van het eerste hoofdstuk voege men een nieuw artikel over de inwerkingtreding van de artikelen 2, 3 en 5 van het ontwerp in :

"Artikel ...

De artikelen 2, 3 en 5 treden 1 januari 1965 in werking".

+

+ +

HOOFDSTUK III.Artikel 8.

In het tweede lid verwijze men naar "het eerste lid" in plaats van naar "het voorgaande lid".

Artikel 9.

- a) In § 1, eerste lid, leze men : "en die uit dien ...".
- b) In het tweede lid hoeft niet te worden verwezen naar artikel 40 van het koninklijk besluit van 14 november 1923, want die bepaling is in het ontwerp overgenomen.

Dat lid zou dus als volgt beginnen :

"Aan de verdediging van het land worden geacht te hebben medegewerkt diegenen onder hen die één van de hierna opgesomde vaderlandlievende daden hebben verricht..."

.../...

Artikel 10.

a) Het slot van § 1 leze men zo :

"... hetzij van de beslissing tot toekenning van de in artikel 9, § 1, bedoelde vergoeding, hetzij van de documenten waarvan sprake in artikel 9, § 3".

b) In de laatste volzin van § 2 schrijve men : "de eerste dag van de maand".

Artikel 11.

a) In § 3, eerste lid, vermeldde men de wet van 2 augustus 1955 met haar opschrift en schrijve men dus : "wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen".

b) In § 6 schrijve men in fine : "de in § 1, 3°, bepaalde ...".

Artikel 12.

Dat artikel is maar nodig als de Regering geen gebruik wenst te maken van de mogelijkheid tot coördinatie en codificatie die de wet van 13 juni 1961 haar biedt.

Blijft het behouden, dan moet het onder een hoofdstuk IV "Slotbepaling" komen.

ADV.

- 16 -

L. 8779/1.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

J. ROLAND,

assesseurs de la sec-
tion de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. DE MEYER,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlan-
daise a été vérifiée sous le con-
trôle de M. J. SUTENS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par
M. J.P.HAESAERT, substitut.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J.P.HAESAERT, substiti

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

hcl

A. SUTENS

hcl

A. SUTENS

(s.) J. DE KOSTER.

(s.) J. SUTENS.